

Création d'emploi

M. l'Orateur adjoint: Le député a droit à 20 minutes dans le débat d'une motion de l'opposition. Il ne peut poursuivre qu'avec le consentement unanime de la Chambre. Y a-t-il consentement unanime pour que le député poursuive son intervention?

Des voix: D'accord.

Des voix: Non.

M. l'Orateur adjoint: Il n'y a pas consentement unanime.

L'hon. Lloyd Axworthy (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Monsieur l'Orateur, il est arrivé souvent à la Chambre que des questions d'une certaine importance soient éclairées de la lumière crue de la connaissance et de la vérité. Je regrette de dire que ce n'est malheureusement pas le cas aujourd'hui. Depuis une heure, nous assistons à la reprise de cet éternel match de lutte japonaise; les deux partis qui nous font face, engoncés dans leurs dogmes respectifs, se sont encore une fois enfermés dans une idéologie immuable, sans même tenter d'y ajouter la moindre étincelle de réflexion, d'évaluation ou d'analyse de la véritable situation économique, qui est grave et qui mérite d'être étudiée sérieusement.

Il est regrettable que la Chambre doive consacrer autant de temps à écouter encore une fois la prose ronflante du député de Hamilton Mountain (M. Deans), qui semble convaincu d'être le seul au monde à s'intéresser à la question, ou encore les diatribes en faveur du laissez-faire lancées par le député de Capilano, qui semble s'imaginer que l'on peut régler tous les problèmes économiques du monde en reprenant la liturgie de Ayn Rand, dont le jaillissement d'idées s'est tari il y a 40 ans.

Il s'agit là de questions importantes. Nous cherchons comment régler les problèmes économiques très graves que connaissent tous les pays industrialisés, tous les pays touchés par la hausse débridée du prix de l'énergie, les changements dans la circulation de l'argent, dans la structure industrielle et les techniques nouvelles.

Voilà les problèmes auxquels nous ne pouvons échapper. Ce n'est pas le résultat de la politique du gouvernement libéral. Ce n'est pas nous qui avons nommé Ronald Reagan à la Maison Blanche. Nous ne sommes pas responsables des taux d'intérêt élevés favorisés par le Federal Reserve Board. Nous ne sommes pas responsables de la hausse exagérée du prix du pétrole imposée par l'OPEP. Néanmoins, nous ne pouvons échapper à tous ces problèmes. Nous essayons d'y faire face.

Les remèdes préconisés dans le budget de la semaine dernière sont, à notre avis, les meilleurs moyens de permettre à l'économie canadienne de surmonter ces difficultés. Ils nous indiquent le genre de mesures et de programmes qui favoriseront l'activité privée tout en établissant les priorités pour les dépenses du gouvernement fédéral.

Ce budget repose sur une thèse fondamentale. Le député de Hamilton Mountain se répand en invectives contre le marasme économique. Dans un rare moment de lucidité, il a attribué la cause du problème aux taux d'intérêt élevés. Nous sommes d'accord. C'est pourquoi ce budget cherche avant tout à

abaisser le taux d'inflation. Comment essayons-nous de freiner l'érosion insidieuse des revenus de façon à faire face aux problèmes causés par l'inflation et faciliter ainsi la diminution des taux d'intérêt?

Ce n'est pas par hasard que les taux d'intérêt ont encore diminué aujourd'hui, tombant cette fois à 15.4 p. 100. Ils sont en baisse. Ce n'est pas par pur caprice. Le ministre des Finances (M. MacEachen) a, de toute évidence, essayé de faire comprendre à l'économie que son gouvernement va limiter son programme de dépenses et son programme fiscal en envoyant un signal à tous les marchés de capitaux et en provoquant ainsi une baisse des taux d'intérêt.

Les mises à pied actuelles et les problèmes endémiques que connaissent les secteurs primaire et secondaire sont le résultat des taux d'intérêt élevés. Le chiffre de vente de l'industrie automobile américaine a chuté de 35 p. 100 justement à cause des taux d'intérêt. Si les fabricants ne peuvent vendre leurs voitures aux États-Unis, il y aura des mises à pied parmi les travailleurs canadiens. Cela va de soi. Nous n'aimons évidemment pas cet état de choses. Nous ne nous en réjouissons certes pas, mais nous estimons devoir adopter une ligne de conduite qui nous permette d'atténuer le problème.

Que se passerait-il si nous adoptions les propositions énoncées par le député de Hamilton Mountain? Il ne propose en fait que de puiser des sommes massives dans le Trésor fédéral pour les engouffrer dans les secteurs menacés, convaincu que cela va résoudre les problèmes. Il a dit que la solution était simple, elle est plutôt simpliste. Ce n'est que du verbiage qu'il débite, des paroles en l'air. Mais il ne parle pas de l'essentiel, qui est de combattre l'inflation que nous connaissons actuellement au Canada. Voilà ce que nous essayons de faire valoir dans ce budget.

Comme l'a déclaré le ministre des Finances, il faut se serrer la ceinture, c'est-à-dire qu'il faut réduire le déficit de 2.5 milliards de dollars pour relâcher la tension qui existe sur les marchés monétaires et les pressions exercées sur les taux d'intérêts. C'est une proposition fort raisonnable. Les députés d'en face qui ont passé tellement de temps à se lamenter pourraient très bien comprendre qu'ils s'attireraient la sympathie des Canadiens en appuyant cette politique au lieu de se contenter de jongler avec les chiffres ou de débiter comme ils le font des sornettes qui n'ont absolument aucun sens économique. Notre politique est axée sur la création d'emplois durables au Canada. Elle n'a rien à voir avec les opinions du député de Capilano qui aime dramatiser ou du député de Hamilton Mountain qui a une mission prophétique à accomplir. Il a raté sa vocation. Il aurait dû se faire prophète évangélique. Tout ce qu'il voit dans le monde, c'est le chaos.

Nous qui siégeons de ce côté-ci de la Chambre, nous avons confiance dans notre pays. Nous pensons qu'il a un potentiel énorme. Il a tellement de possibilités de croissance.

Des voix: Oh, oh!